

**Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection
DREAL BOURGOGNE**

Unité territoriale : 71	Subdivision : Mâcon
Nom(s) du ou des inspecteurs : Gilles MANIGAND Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 18 octobre 2013 Date de l'inspection : 21 novembre 2013 Type d'inspection : <ul style="list-style-type: none"> ≡ approfondie ≡ annoncée ≡ planifiée 	
Motif de la planification Arrêté préfectoral de mise en demeure dont les échéances sont écoulées	
Société : ISOROY Commune : TORCY Activité: Fabrique de panneaux de bois type MDF	A Priorité : A enjeux
Liste des installations inspectées : <ul style="list-style-type: none"> – Parc à bois – Bassin de confinement des eaux incendie – Atelier laquage – Salle de contrôle Thèmes principaux: <ul style="list-style-type: none"> – Échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure – Rejets aqueux – Rejets atmosphériques – Niveaux sonores – Gestion des déchets 	
Référentiels de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> – Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 août 2012. – Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 juillet 2011. – Arrêté ministériel du 29/02/12 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement . – Arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 – Arrêté ministériel du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412 	
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> - M. BAVASSO , directeur du site - M. DECHAMBRE , responsable HSE du site - M. BALIGAN - M. GUILLOUX - VEOLIA 	
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : L'extension initialement prévue dans le dossier n'a pas entièrement été mise en œuvre. Les points de rejets du laquage ont été regroupés et la hauteur du rejet à 10 m a été prouvée. L'utilisation du géo tube pour le traitement des eaux résiduaires a cessé. Les boues issues du traitement des eaux résiduaires du site ne sont plus utilisées comme combustible dans la chaudière biomasse Plusieurs non-conformités ont été recensées : <ul style="list-style-type: none"> – Les modes de calcul retenus dans le plan de gestion de solvants 2012 au niveau du laquage font apparaître des variations très importantes de la proportion d'émissions diffuses vis-à-vis du seuil réglementaire de 20 % – Les deux campagnes de mesures des rejets atmosphériques ont relevé des dépassements vis-à-vis des paramètres de l'autorisation. – Les valeurs seuils sur les rejets des eaux résiduaires et pluviales ne sont pas respectées. – Des niveaux sonores non réglementaires ont été mesurés. 	

- Un récolement par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les installations de son site avait été demandé lors de la précédente inspection de 2012. Il n'a pas été fait.
- L'exploitant avait été invité à justifier que la cuve ne peut pas recevoir plus de 12,5 t de propane, tel qu'indiqué dans le dossier de 2010, et à confirmer qu'il n'existe pas d'autres cuves GPL sur le site. Cela n'a pas été fait.
- L'utilisation de déchets de panneaux de bois adjuvantés en tant que combustible ne permet pas de répondre aux critères fixés par l'arrêté préfectoral pour caractériser la biomasse.

Suites envisagées :

Observations traitées par courrier.

Liste des documents établis suite à la visite :

- Rapports d'inspection (fiche des constatations de visite et tableau des constats)
- Lettre à l'exploitant

Rédacteur :

A Mâcon, le **03/12/2013**

L'inspecteur de l'environnement

signé

G. MANIGAND

Vérificateur :

A Mâcon, le **12/12/2013**

Le chef de subdivision

signé

N. GUERIN

Approbateur :

A Mâcon, le **13/12/2013**

Le responsable de l'unité territoriale
de Saône-et-Loire

signé

P. CHEMIN

ETABLISSEMENT : SAS ISOROY – ZI de TORCY – BP54 – 71210 MONTCHANIN
DATE DE LA VISITE : 21 novembre 2013

Référentiels d'inspection :

- Arrêté préfectoral du 12/07/11 d'autorisation d'exploiter
- Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2012-229-0005 du 16/08/12
- Arrêté ministériel du 29/02/12 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
- Arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435
- Arrêté ministériel du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412

Tableau des constats

Non-conformité majeure (NC Majeure) : disposition du texte de référence non respectée, ayant un impact potentiel notable sur les intérêts visés par l'article L511 1 du code de l'environnement
 Non-conformité (NC) : disposition du texte de référence non respectée
 Remarque (Rq) : correspond à d'autres situations (pas de non-conformité patente mais amélioration souhaitable ou, au contraire, conformité qui mérite d'être soulignée, à cause du passé ou à cause des méthodes mises en œuvre, etc.).

Articles	Point(s) vérifié(s)	Constat	Observations
	Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2012-229-0005 du 16 août 2012 (* : article de l'arrêté du 12/07/11)		
Article 3.2.2 *	Utilisation des boues des eaux résiduaires comme combustible	Conformité	L'utilisation du géo tube pour le traitement des eaux résiduaires a cessé. Les boues sont reprises à l'aide d'un tractopelle et ne sont plus utilisées comme combustible. Elle sont évacuées vers un centre d'enfouissement technique. Les analyses semblent permettre qu'elles soient acheminées prochainement vers une unité de compost de la Côte d'Or.
Article 3.2.5 *	Respect du seuil de 20 % d'émissions diffuses de COV	Rq	L'INERIS propose de se tourner vers un SME qui n'intégrerait pas les colles.
Article 4.3.9.1 *	Respect des valeurs seuils sur les rejets d'eaux résiduaires	Rq	Une nouvelle convention est en cours de signature. Elle prévoit une régulation du Ph. L'exploitant envisage, dès sa signature, de demander une modification des paramètres de rejet dans l'autorisation préfectorale.
Article 3.2.2 *	Regroupement des points de laquage	Conformité	Les points de rejets ont été regroupés et la hauteur du rejet à 10 m prouvée. L'exploitant rappelle que le conduit n° 18 référencé dans l'arrêté n'existe pas sur le site. Le cas échéant, l'exploitant est invité à porter à la connaissance du préfet ces informations, accompagnées de tous les éléments de justification nécessaires.

Articles	Point(s) vérifié(s)	Constat	Observations
Article 3.2.2 *	Utilisation des déchets de panneaux de bois adjuvantés comme combustible	Rq	Depuis l'inspection du 27 juillet 2012, l'arrêté du 24 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2910 est paru. L'exploitant est invité à réaliser et à transmettre un récolement et des propositions adaptées à son établissement par rapport aux dispositions de celui-ci concernant les combustibles pouvant être utilisés, (chapitre II) et les émissions dans l'air (chapitre V).
Article 3.2.3 *	Respect des valeurs seuils sur les rejets atmosphériques (vitesses d'éjection, absence de mesures du plomb, COV du séchoir n°3)	NC	Deux campagnes de mesures ont eu lieu (avril et septembre) montrent la conformité à l'arrêté de mise en demeure. En mars le flux en SO2 pour les 4 sécheurs était supérieur aux prescriptions de l'AP En septembre, il en était de même pour la concentration et le flux de formaldéhyde sur les presses et le poussières du cyclofiltre bison droite .Lors des 2 mesures, les vitesses d'éjection aux sécheurs 2,3,4 étaient inférieures aux prescriptions de l'AP
Article 4.3.9.1	Respect des valeurs seuils sur les rejets des eaux résiduaires	NC	Une régulation du Ph va être mise en place avant le 21/12/14. La convention de rejets modifiée est en finalisation de signatures. L'exploitant, en concertation avec le gestionnaire du réseau et de la station de traitement, va instruire une demande de modification des valeurs de l'autorisation.
Article 9.2.1.1.2	Transmission plan de gestion de solvants 2012	Rq	Le PGS 2012 a été envoyé le 8 août 2013. Le seuil réglementaire de 20 % d'émissions diffuses n'est pas respecté. L'exploitant a fait appel à l'Ineris pour fiabiliser les hypothèses du PGS. Le plan de gestion transmis ne concerne que l'atelier laquage. L'INERIS indique : "Je n'ai pas prévu d'intégrer le formaldéhyde dans le PGS car il ne s'agit pas d'un solvant de laquage ou vernissage. Cette molécule est présente dans le bois naturel et dans les résines utilisées (il s'agit ici d'un réactif et non d'un solvant). Elle n'est par ailleurs quasiment pas "vu" par FID (technique de mesure normalisée)."
Article 7.6.3 *	Rétentions	Rq	La cuvette de rétention du dépôt de colle était partiellement emple d'eau pluviale. La cuvette de rétention du capteur formol est endommagée
Article 7.7.6.1 *		Conformité	Le dispositif de fermeture du bassin fait l'objet d'une

Articles	Point(s) vérifié(s)	Constat	Observations									
	Maintenance trimestrielle du dispositif de fermeture du bassin		maintenance trimestrielle et a été équipé d'une commande de fermeture automatique à distance.									
Arrêté préfectoral du 12/07/11 d'autorisation d'exploiter												
9.2.1.1 Autosurveillance	<u>Conduits 2 à 5 (séchoirs)</u> : fréquence semestrielle (débit, O2, vitesse, CO, poussières, SO2, Nox), mensuelle (formaldéhyde), continu (si flux> 15 kg/h) ou semestrielle avec estimation mensuelle pour les COV ; <i>estimation mensuelle communiquée à l'IIC</i> . annuelle (1,3 butadiène, Cd, Hg, Ti, As, Se, Te, Pb, Sb, Co, Cu, Cr, Sn, Mn, Ni, V, Zn + HAP, dioxines et furanes si combustion de déchets de panneaux de bois) <u>Conduits 6 et 7 (presse)</u> : fréquence annuelle (débit, O2, poussières, COV, formaldéhyde) <u>Conduits 8 et 9 (laguage)</u> : fréquence semestrielle (débit, O2, COV) VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE	Conformité	Les fréquences d'analyses sont respectées.									
6.2.1 Bruit + 9.2.4.1 Autosurveillance	<table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6dB(A)</td><td>4dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> Une mesure dans les 6 mois suivant la signature de l'arrêté, puis tous les 3 ans.	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	NC	Une campagne de mesure a été réalisée en mars 2013. Elle a mis en évidence une diminution des émergences qui restent cependant non réglementaires en un point.
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										
9.2.3.1 Autosurveillance	<u>Eaux pluviales (rejets A et B)</u> : fréquence annuelle (pH, MES, DCO, DBO5, NGL, P, HC) <u>Eaux résiduaires</u> : en continu (débit, pH, T°C.), hebdomadaire (MES, DCO, DBO5), trimestrielle (NGL, P, formaldéhyde, indice phénols, métaux totaux)	Conformité										

Articles	Point(s) vérifié(s)	Constat	Observations														
4.3.11 Rejets pluviaux	<p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° A et B</p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentrations instantanées (mg/l)</th></tr><tr><td>MES</td><td>100</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td></tr><tr><td>DBO₅</td><td>30</td></tr><tr><td>NGL</td><td>30</td></tr><tr><td>P</td><td>2</td></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>5</td></tr></table>	Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)	MES	100	DCO	125	DBO ₅	30	NGL	30	P	2	Hydrocarbures	5	NC	Les mesures ont relevé un dépassement en concentration en DCO (148 mg/l). Une étude de l'impact sur le milieu naturel a été commandée. En fonction de ses conclusions une demande de modification des prescriptions de l'arrêté doit éventuellement être demandée.
Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)																
MES	100																
DCO	125																
DBO ₅	30																
NGL	30																
P	2																
Hydrocarbures	5																
4.1.1 Prélèvements d'eau + 9.2.2 Autosurveillance	<p>Respect des quantités suivantes :</p> <table><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau</th><th>Prélèvement maximal annuel (m³)</th><th>Consommation maximale journalière (m³)</th></tr><tr><td>Eau de surface (bassin)</td><td>THIELLAY</td><td>200 000</td><td>575</td></tr><tr><td>Réseau public</td><td>TORCY</td><td>4500</td><td>20</td></tr></table> <p>Relevé quotidien porté sur un registre des dispositifs de mesure totalisateur.</p>	Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)	Consommation maximale journalière (m³)	Eau de surface (bassin)	THIELLAY	200 000	575	Réseau public	TORCY	4500	20	Rq	<p>En 2012, la consommation a été de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Eau industrielle : 75 241 m³ (100 252 en 2011).- Eau potable: 5653 m³ (3 680 en 2011) une fuite a été observée. <p>Le relevé est fait quotidiennement et par poste de consommation d'eau</p>		
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)	Consommation maximale journalière (m³)														
Eau de surface (bassin)	THIELLAY	200 000	575														
Réseau public	TORCY	4500	20														
4.1.2.2 Recyclage eau	<p>Remise d'une étude technico-économique visant à diminuer la consommation d'eau industrielle, avec mise en œuvre des solutions identifiées au 01/01/2012.</p>	NC	Les bases de l'étude ont été établies en relevant la consommation d'eau industrielle quotidienne par poste de consommation														
Art 2 AM du 29/02/12 Déchets	<p>Présence d'un registre déchets contenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition du déchet ;- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) ;- la quantité du déchet sortant ;- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de réception mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi du déchet ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du	Absence de remarque															

Articles	Point(s) vérifié(s)	Constat	Observations
	<p>règlement susvisé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement. 		
5.1.4.1 Déchets	Caractérisation annuelle des cendres issues de la combustion de la biomasse : analyse chimique de la composition globale, test de lixiviation.	Absence de remarque	
7.2.3 Installations électriques	Vérification annuelle au minimum une fois par an. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.	Absence de remarque	
8.1.1 Stockage bois	Organisation du stockage extérieur par flots limités à 6 m en hauteur et régulièrement séparés par des allées de circulation permettant l'intervention des services d'incendie et de secours.	Absence de remarque	
8.3.6 Installations de combustion	Présence d'un registre indiquant la nature et la quantité des combustibles consommés.	Absence de remarque	
8.3.9 Installations de combustion	<p>L'exploitant tient à jour un livret de chaufferie qui comprend, notamment, les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – nom et adresse de la chaufferie, du propriétaire de l'installation et, éventuellement, de l'entreprise chargée de l'entretien, – caractéristiques du local « chaufferie », des installations de stockage du combustible, des générateurs, – caractéristiques des combustibles préconisés par le constructeur, mesures prises pour assurer le stockage du combustible, l'évacuation des gaz de combustion et la température à leur débouchée, le traitement des eaux, – désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle, – dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique, – conditions générales d'utilisation de la chaleur, – résultat des contrôles et visa des personnes ayant effectué ces contrôles, consignation des observations faites et suites données, – grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation, – consommation annuelle de combustible par type, – indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle, – indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage, – durée annuelle de rejet au conduit n° 1. 	Absence de remarque	

Articles	Point(s) vérifié(s)	Constat	Observations
8.6 Station service	Respect de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010	Rq	Un recollement par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les installations de son site avait été demandé lors de la précédente inspection de 2012. Il n'a pas été fait.
AM du 23/08/05 Stockage de gaz inflammables liquéfiés (article 2.1.2b)	<p>Les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices de remplissage des réservoirs aériens, doivent également être observées :</p> <p>[...]</p> <p>- Aires d'entreposage de matières inflammables, combustibles ou comburantes : 10 m.</p>	<p>Conformité</p> <p>Rq</p>	<p>L'exploitant avait été invité à justifier que la cuve ne peut pas recevoir plus de 12,5 t de propane, tel qu'indiqué dans le dossier de 2010, et à confirmer qu'il n'existe pas d'autres cuves GPL sur le site. Cela n'a pas été fait.</p>